

Cocou Romain MISSINHOUN

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale *de Paris*



11, Rue Sainte Colombe

94240 L'Haÿ-les-Roses

Tél. : 06.20.18.81.81

Fax : 01.70.13.39.74

Email : romain.missinhoun@euronex-consulting.com

CNL Confédération Nationale du Logement

8 rue Mériel

93100 MONTREUIL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au terme d'une période du 01/01/2024 au 31/12/2024

L'Haÿ-Les-Roses, le 11 Mars 2025

Cocou Romain MISSINHOUN

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale *de Paris*

11, Rue Sainte Colombe

94240 l'Haÿ-les-Roses

Tél. : 06.20.18.81.81

Fax : 01.70.13.39.74

Email : romain.missinhoun@euronex-consulting.com



CNL Confédération Nationale du Logement

8 rue Mériel

93100 MONTREUIL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 2024 au terme d'une période

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux membres de l'organe délibérant,

I. Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Confédération relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre Confédération à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

- ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justifications des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation de l'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier tenant lieu de rapport de gestion et dans les autres documents, sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale de votre confédération.

V. Responsabilités des dirigeants et des personnes constituant la gouvernance de votre confédération, relatives aux comptes annuels

Il appartient aux dirigeants de votre confédération d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction de votre confédération d'évaluer la capacité de votre confédération à poursuivre ses activités, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la confédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'organe habilité dans les statuts de la confédération (CNL).

VI. Responsabilités du Commissaire Aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de Confédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

L'Haÿ-les-Roses, le 11 Mars 2025



C. Romain MISSINHOUN
Commissaire Aux comptes

CNL Confédération National du Logement

**8 rue Mériel
93100 MONTREUIL**

Etats financiers au 31 décembre 2024

Sommaire

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

<i>Bilan Actif</i>	<i>1</i>
<i>Bilan Passif</i>	<i>2</i>
<i>Compte de résultat</i>	<i>3</i>
<i>Règles et méthodes comptables</i>	<i>4</i>
<i>Immobilisations</i>	<i>9</i>
<i>Amortissements</i>	<i>10</i>
<i>Provisions</i>	<i>11</i>
<i>Créances et dettes</i>	<i>12</i>
<i>Charges à payer</i>	<i>13</i>
<i>Produits à recevoir</i>	<i>14</i>
<i>Charges constatés d'avance</i>	<i>15</i>
<i>Produits constatés d'avance</i>	<i>16</i>
<i>Variation des fonds propres</i>	<i>17</i>
<i>Tableau des effectifs</i>	<i>18</i>
<i>Annexe libre</i>	<i>19</i>
<i>Détail de l'Actif</i>	<i>20</i>
<i>Détail du Passif</i>	<i>22</i>
<i>Détail du Compte de Résultat</i>	<i>24</i>

RM

C. M. A.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	19 781	19 781		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	35 593	35 593		
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	554 410	442 889	111 521	120 203
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	129 395	114 659	14 736	
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts	10 000		10 000	
	Autres immobilisations financières	3 983		3 983	5 375
	TOTAL (I)	753 162	612 922	140 240	125 578
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	25 204		25 204	27 333
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	21 851	6 965	14 885	18 582
	Avances et Acomptes versés sur commandes	21 583		21 583	29 894
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	102 132	1 899	100 233	147 781
	Autres créances	449 153	17 417	431 736	206 191
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	153		153	153
	DISPONIBILITES	102 591		102 591	257 609
	Charges constatées d'avance	41 193		41 193	39 611
	TOTAL (II)	763 858	26 281	737 577	727 152
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 517 019	639 203	877 816	852 730
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				13 983	5 375
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents					
Dons en nature restant à vendre					

RM

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	271 778	220 953
	Résultat de l'exercice	(51 509)	50 825
	Total des fonds propres	220 269	271 778
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecarts de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	220 269	271 778
Provisions	Provisions pour risques	10 000	10 000
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	10 000	10 000
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	12 508	28 077
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	118 456	51 474
	Dettes fiscales et sociales	67 014	57 023
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	424 451	434 378
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	25 119	
	Total des dettes	647 548	570 953
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		877 816	852 730
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(51 508,95)	50 824,50
(1) Dont à moins d'un an		643 856	558 445
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

RM

C. M. M.

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	125 984	142 423
	Prestations de services	38 297	118 087
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	781 685	783 251
	Dons	8 485	5 885
	Cotisations	159 845	176 521
	Legs et donations		103 992
	Autres produits de gestion courante	46 279	57 026
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges		19 468
	Autres produits	23 335	27 541
	Total des produits d'exploitation	1 183 910	1 434 195
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	3 549	11 219
	Variation de stock	6 623	1 282
	Autres achats et charges externes	643 429	660 383
	Impôts, taxes et versements assimilés	27 455	18 992
	Rémunération du personnel	422 195	449 662
	Charges sociales	174 976	178 526
	Subventions accordées par l'association	22 044	25 044
	Dotation aux amortissements et dépréciations	13 997	31 064
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	24	41 713
	Total des charges d'exploitation	1 314 292	1 417 885
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(130 382)	16 310
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		10 884
	Intérêts et produits financiers	1 491	2 376
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	415	847
Charges financières	2 - RESULTAT FINANCIER	1 076	12 413
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(129 306)	28 723
	Produits exceptionnels	80 237	22 378
	Charges exceptionnelles	2 440	277
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	77 797	22 102
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
TOTAL DES PRODUITS		1 265 638	1 469 833
TOTAL DES CHARGES		1 317 146	1 419 008
EXCEDENT ou DEFICIT		(51 509)	50 825
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	71 214	123 744
	Bénévolat	71 214	123 744
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES	71 214	123 744
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole	71 214	123 744

RM

C. J. J.

Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

Règles et Méthodes Comptables

(Décret n°83-1020 du 29-11-1983, articles 7.21.24 début 24-1.24-2. et 24-3)

Les comptes ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 & n°2018-06 relatifs au plan comptable général et aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le **31/12/2024**, présente un total bilan de **877 816** euros .

Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de **1 265 638** euros et un total charges de **1 317 146** euros , dégageant ainsi un *Déficit* de **-51 509** euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du **01/01/2024** au **31/12/2024**.

Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat
- l'annexe.

Ces documents forment un tout et sont certifiés en tant que tels.

Leur présentation est faite de manière comparative ; en face des comptes de l'exercice, sont donnés en rappel les comptes de l'exercice précédent.

Présentation de l'entité

La CONFÉDÉRATION NATIONALE DU LOGEMENT (C.N.L) est née en 1916 de la volonté de locataires de s'organiser pour agir collectivement afin de défendre leurs droits.

La CNL rassemble et agit pour la défense des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de respect, de solidarité et de démocratie.

La CNL est agréée « organisation de consommateur.rice.s » et « association de jeunesse et éducation populaire ».

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, la CNL a pour but la défense des intérêts individuels et collectifs de ses adhérent.e.s et la défense de l'intérêt général.

Elle mène les actions nécessaires à la réalisation de tout ce qui a trait à la définition d'une politique sociale de l'habitat, dans tous les secteurs. Elle agit pour une consommation équitable et sociale. Elle promeut et développe des actions d'éducation populaire.

Association d'intérêt général et de progrès social, la CNL, organisation de large rassemblement à caractère

RM

C. J. J.

Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

syndical, agit et développe une action collective et nationale pour la mise en œuvre et la défense d'une politique sociale de la consommation et de l'habitat.

Le périmètre de ses activités est national et la Confédération s'appuie sur un réseau de structures locales (amicales, groupements d'habitant.e.s, associations de consommateur.rice.s), de fédérations départementales et d'associations régionales adhérentes.

La Commission Administrative Nationale (CAN) est l'organe de décision et d'administration de la Confédération. Dans l'intervalle des Congrès, la CAN a pleine responsabilité de direction, de représentation, d'animation de la CNL pour mettre en œuvre les orientations confédérales.

Pour mener à bien ses missions, la CNL s'appuie, outre ses adhérentes et autres membres bénévoles, sur une équipe de salariés.e.s dont les compétences s'intègrent dans le cadre des missions de l'association et contribuent au bon fonctionnement de son administration.

Les ressources de la CNL sont constituées des cotisations de ses adhérent.e.s, des subventions, dons et legs, des contributions liées à son activité.

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2023 avait vu l'organisation du 53ème Congrès de la CNL. Aussi, certains postes de charges ("charges externes" notamment) et de produits d'exploitation de l'exercice 2024 ont pu varier significativement par rapport à l'exercice précédent.

. Convention de principe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

. Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Le poste « immobilisations incorporelles en cours » recouvre les développements d'un montant de 35 592,50 € engagés depuis l'exercice 2015 pour la mise en œuvre d'une base de données de gestion des adhérents principalement à usage de la Confédération et Fédérations affiliées.

L'aboutissement définitif du projet est attendu courant 2025 pour un basculement en « immobilisations incorporelles » et activation du processus d'amortissement.

RM



Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

. Amortissements et immobilisations

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue des biens :

- Logiciels : 1 an
- Constructions : 20 ans
- Installations et agencements : 10 ans
- Matériel de bureau & informatique : 6 ans
- Mobilier : 10 ans
- Autres matériels : 5 ans

. Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

Leur valeur brute est constituée par le coût d'achat (hors frais accessoires). Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée selon les modalités qui prévalent en la matière.

. Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

. Provision pour indemnités de départ à la retraite

Les indemnités pour départ à la retraite font l'objet d'aucun accord particulier. L'association a décidée de chiffrer les engagements de retraite en annexe des comptes annuels, dont le montant valorisé à la date de clôture des comptes annuels est de 51 924 € Les principales modalités de calcul retenues sont les suivantes :

- Age moyen de départ à la retraite : 62 ans
- Taux d'augmentation moyen : 5%
- Taux indemnité : selon dispositions prévues au Code du travail

. Rémunérations des dirigeants

Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

En application des articles L 612-5 du code de commerce de 242 C du CGI nous vous informons que Monsieur JACQUEMART Eddie (Président) a perçu une rémunération brute de 55 110 € et Madame COLLEU Catherine (Trésorière) une rémunération brute de 55 708 €. Pour cette dernière une convention a été signée en 2020 avec la Fédération des hauts de seine pour la prise en charge de la moitié du temps de travail pour un montant de 39 000€

. Honoraires du Commissaire aux comptes

Les honoraires du Commissaire aux comptes afférents à la mission de certification au titre de l'exercice 2024 ont été comptabilisés pour un montant de 10 840€ttc.

. Détail des produits d'exploitation

Le montant de la cotisation confédérale se décompose en 4 quote-part : la ristourne, le fonds de solidarité, le timbre Congrès et l'abonnement à Logement et Famille. La quote-part « timbre Congrès » fait l'objet d'un provisionnement sur 3 ans en prévision du prochain Congrès. Elle fait l'objet d'une affectation en « produits constatés d'avance » pendant la période inter-congrès et est comptabilisée en produits de l'exercice l'année de tenue du Congrès.

. Détail des autres produits

- Fonds de solidarité	23 335€
	<hr/>
	23 335€

. Détail des produits exceptionnels.

- Ristourne tickets restaurant	0€
- Abandon PCL, subvention et divers	79 316.65€
- Régularisation comptes	123.41€
- Remboursment charges sociales IJSS	0€
	<hr/>
	79 440.06€

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement de méthode de présentation

RM

C. J. J.

Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Informations complémentaires & engagements hors bilan.

L'Association perçoit, dans le cadre de conventions annuelles, des subventions publiques ou en provenance de la Caisse de Garantie de Logement Locatif Social (CGLS), du Ministère de la Consommation, du Ministère du Logement pour les principales et est soumise aux obligations de compte rendu d'utilisation de ces dernières selon les modalités prévues par la loi en la matière.

Le Crédit Mutuel a accordé en mai 2015 un découvert bancaire pour un montant de 100 000 € pour une durée indéterminée conformément aux "Conditions Générales des Crédits Professionnels à court terme".

La CNL, dans le cadre de la politique financière actée par les organes de gouvernance, a bénéficié au cours de l'exercice 2024 de mesures de soutien des structures adhérentes (Fédérations) se traduisant par des abandons de créances.

Une procédure devant le Conseil des prud'hommes a été engagée à l'encontre de la CNL courant mars 2021. La CNL a gagné en 1ère instance, la partie adverse a fait appel. L'affaire est en cours.

La provision valorisée au passif du bilan pour un montant de 10 000€, sur la base des informations portées à la connaissance de la gouvernance, été maintenue en l'état au 31/12/2024.

RM

C. [Signature]

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	55 374					55 374
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	55 374					55 374
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	404 722					404 722
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	149 689					149 689
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	98 612		20 050			118 662
	Emballages récupérables et divers	10 733					10 733
	Immobilisations grévées de droits						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		663 755		20 050			683 805
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	5 375		10 000		1 392	13 983
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 375		10 000		1 392	13 983
TOTAL		724 504		30 050		1 392	753 162

RM

C

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	19 781			19 781
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19 781			19 781
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	285 393	18 183	10 376	293 201
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	148 813	2 626	1 751	149 689
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	98 612	8 238	2 924	103 926
	Emballages récupérables et divers	10 733			10 733
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	543 551	29 047	15 051	557 548
TOTAL		563 333	29 047	15 051	577 329

RM



Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	10 000			10 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10 000			10 000
	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	35 593			35 593
	Sur stocks et en-cours	7 762		797	6 965
	Sur comptes clients	1 899			1 899
	Autres	17 417			17 417
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	62 671		797	61 874
	TOTAL GENERAL	72 671		797	71 874
	Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			797	
	Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				

RM

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2024

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	10 000	10 000	
	Autres immobilisations financières	3 983	3 983	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	102 132	102 132	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 616	3 616	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	89 200	89 200	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	144 472	144 472	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	211 865	211 865	
	Charges constatées d'avance	41 193	41 193	
	TOTAL DES CREANCES	606 461	606 461	
	Prêts accordés en cours d'exercice	10 000		
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	12 508	8 816	3 692	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	118 456	118 456		
	Personnel et comptes rattachés	26 267	26 267		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	28 291	28 291		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	1 486	1 486		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	10 970	10 970		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	424 451	424 451		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	25 119	25 119		
	TOTAL DES DETTES	647 548	643 856	3 692	
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	15 569			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

RM

C. M. J.

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		164 196
Dettes fiscales et sociales		40 359
PERSONNEL PROVISIONS / C.P	26 267	
CHARGES SOCIALES / C.P	10 959	
CHARGES FISCALES S/PROV.CP	3 132	
Autres dettes		123 838
CHARGES A PAYER	123 838	

RM



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		298 916
Autres créances		298 916
	IJSS Nettes Subrogation	846
	CGLLS	144 472
	PRODUITS A RECEVOIR	153 599

RM



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		41 193	41 193
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			41 193

RM



Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		25 119	25 119
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			25 119

RM



Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	220 953	50 825			271 778
Excédent ou déficit de l'exercice	50 825	(50 825)		51 509	(51 509)
Situation nette	271 778			51 509	220 269
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	271 778			51 509	220 269

RM



TABLEAU DES EFFECTIFS

	AU 31/12/2024		AU 31/12/2023	
	TEMPS PLEIN	TEMPS PARTIEL	TEMPS PLEIN	TEMPS PARTIEL
CADRE	5		6	
AGENT MAITRISE				
EMPLOYE	3	2	3	2
APPRENTIE				
TOTAL	8	2	9	2

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Contribution volontaire en nature

Conformément au règlement n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, l'entité doit identifier les contributions volontaires en nature, les valoriser et les comptabiliser dès lors que la nature et l'importance des contributions volontaires sont essentielles à la compréhension de l'activité d'une part, que l'association est en mesure de les recenser et de les valoriser d'autre part.

La Confédération bénéficie principalement de l'investissement bénévole de ses membres dont la fonction et la durée de présence correspond notamment à un mandat relevant du Congrès Confédéral se tenant tous les trois ans.

La Confédération a par conséquent engagé une démarche d'évaluation des contributions en nature, moyens humains et matériels, dont elle bénéficie pour son fonctionnement au quotidien.

La Confédération a par conséquent engagé une démarche d'évaluation des contributions en nature, moyens humains et matériels, dont elle bénéficie pour son fonctionnement au quotidien.

La contribution bénévole a ainsi été valorisée sur la base des temps consacrés par les militants bénévoles participant aux différents organes de gouvernance et autres instances (conférences des présidents, des trésoriers notamment) pour un montant de 71 214,00 €. Celle-ci apparaît désormais au pied du compte de résultat.

RM

C. M. M.